

En 2023, le « pouls » de l'économie insulaire ralentit

En Corse, en 2023, après le rebond d'activité des deux années précédentes, le pouls de l'économie insulaire bat au ralenti sans pour autant entrer en récession. Les chefs d'entreprise demeurent très prudents face aux incertitudes qui pèsent sur les évolutions économiques. Pour 2024, ils anticipent une faible évolution de l'activité. Pour autant, l'économie insulaire dispose, avec les derniers investissements et recrutements, d'une capacité de production sous-utilisée qui permettrait de répondre rapidement à une demande plus active.

Les chiffres d'affaires des entreprises progressent de 1,0 %

En 2023, l'économie régionale se révèle résiliente dans un environnement économique national plus incertain. La demande continentale marque le pas et la demande insulaire ralentit. Selon l'enquête annuelle « Bilan et perspectives en région Corse », réalisée par la Banque de France, les chefs d'entreprise déclarent une progression de 1,0 % de leur chiffre d'affaires global par rapport à 2022, plus faible que l'inflation. Le ralentissement de l'activité mesurée via le chiffre d'affaires global se porte sur l'ensemble des grands secteurs ► **figure 1**.

En matière de dépenses d'investissement, l'ensemble des grandes filières résiste et poursuit la tendance haussière. Cette stratégie permet aux agents économiques d'être en capacité de répondre à une demande potentiellement retrouvée à court et/ou moyen terme. Pour autant, en 2024, après un cycle de croissance, les chefs d'entreprise devraient globalement réduire leurs budgets.

Les services marchands enregistrent un net ralentissement des transactions

Prépondérants en Corse, les services marchands présentent un net ralentissement des transactions dans un contexte de forte inflation. Suite à une saison estivale moins dynamique, les activités liées au tourisme enregistrent une faible croissance du chiffre d'affaires en regard de leurs capacités d'accueil (hôtellerie ou restauration) ou de location (véhicules). Néanmoins, les secteurs du conseil et de l'ingénierie restent plutôt porteurs. La création d'emplois des services marchands demeure positive mais n'est pas suffisante en lien avec d'importantes difficultés de recrutement qui au final, sont un frein pour absorber la totalité de la demande. Les besoins de recrutements des différentes filières restent importants en début de saison. Les professionnels perçoivent ensuite une décélération de l'activité mais cherchent à maintenir les emplois.

Dans le BTP, l'exercice 2023 se dessine en demi-teinte

En 2023, le secteur du BTP fait face à un ralentissement de la demande privée et

publique qui positionne le niveau des carnets de commandes en deçà de la normale. Dans la construction, l'activité mesurée au travers du chiffre d'affaires progresse mais plus faiblement (+2,0 %). L'activité du bâtiment contribue à la hausse avec +3,2 % contrairement à celle des travaux publics où la demande recule de 1,8 %.

En 2023, les besoins de main d'œuvre perdurent aussi bien dans le bâtiment que dans les travaux publics. Pour autant, les freins au recrutement, particulièrement présents pour ces professions, sont encore sensibles. L'équilibre n'est obtenu qu'avec un recours à l'intérim et à la main d'œuvre hors zone euro. Au final, l'emploi progresse plus nettement dans le second œuvre et les travaux publics.

Dans l'industrie, la production régionale ralentit sous l'effet d'une demande globale réduite

Dans un contexte économique marqué par une inflation qui atteint son pic en 2023, la croissance ralentit. Les industries insulaires enregistrent une évolution de l'activité mesurée par le chiffre d'affaires de +1,9 %. Le secteur de l'industrie agroalimentaire et celui des autres produits industriels (métallurgie, travail du bois, fabrication d'éléments en béton) expliquent cette décélération.

Pour autant la création d'emplois progresse en 2023. Après plusieurs années où la croissance des effectifs est dynamique, un ralentissement est naturellement observé. La fabrication de matériel de transport est le secteur où l'augmentation est la plus forte.

Les chefs d'entreprises sont prudents dans les perspectives 2024

En 2024, dans un environnement économique qui pâtirait d'une faible croissance, les chefs d'entreprise anticipent une hausse de chiffre d'affaires de 0,4 % pour l'ensemble des filières. Dans l'industrie, la persistance de fortes incertitudes conduit les chefs d'entreprise à anticiper un nouveau ralentissement de l'activité. Les industries de fabrication de matériel de transport profiteraient toutefois d'une demande soutenue de la part des compagnies aériennes. D'ailleurs, l'emploi industriel serait quasi stable excepté dans cette filière aux recrutements plus dynamiques. Dans les services marchands, l'attentisme ambiant pèse sur les projections des chefs

d'entreprise. Les filières de la communication et du conseil demeureraient bien orientées mais l'évolution ralentirait. Dans, l'hébergement et la restauration, un redressement du chiffre d'affaires est envisagé. Les perspectives de la prochaine saison sont encore « floues ». L'inflation mais aussi les risques géopolitiques restent des sources d'inquiétude pour les touristes potentiels. L'emploi progresserait malgré tout mais dans de faibles proportions. Dans la construction, face à la volatilité du marché et la rarefaction des chantiers liées à la baisse de la commande publique et privée, les professionnels anticipent une baisse de l'activité dans toutes les filières – gros-œuvre, second-œuvre – et dans une moindre mesure dans les travaux publics.

En 2024, face aux incertitudes persistantes et à un carnet de commandes toujours peu étoffé, la création d'emploi serait quasiment nulle. Seules les filières du second œuvre et des travaux publics anticipent une tendance encore légèrement positive.

En 2023, les encours de crédits bancaires maintiennent leur progression

En 2023, les encours de crédits bancaires progressent de 7,1 % en Corse ► **figure 2**. Cette hausse est supérieure à celle de la France de province (+2,7 %). L'encours total de crédits augmente nettement dans les deux départements de Corse, mais plus fortement en Haute-Corse qu'en Corse-du-Sud ► **figure 3**. Au final, la Haute-Corse reste majoritaire dans l'encours régional mais le différentiel avec la Corse-du-Sud tend à s'accroître ► **figure 4**.

En 2023, ce sont les crédits d'équipement, en nette augmentation, qui soutiennent la croissance. Ainsi, ils progressent de 21,6 % et représentent 31 % du total des crédits en Corse, soit un poids supérieur de 7 points à celui de France de province ► **figure 5**. Les crédits à l'habitat augmentent plus faiblement que les années précédentes, avec +3,4 %, un rythme comparable à celui de France de province (+3,7 %). Ils représentent désormais 56 % de l'encours global insulaire contre 62 % en France de province. Dans un contexte où l'activité ralentit, les crédits de trésorerie sont en recul en Corse et en France de province. ●

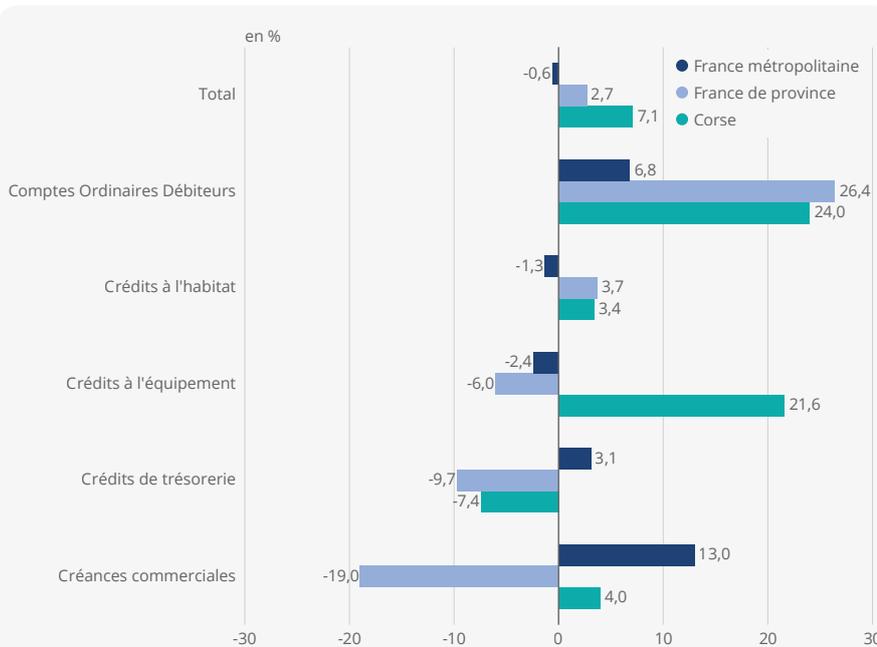
Bernard Benitez (Banque de France)

► 1. Évolution des chiffres d'affaires des trois grands secteurs d'activité en Corse



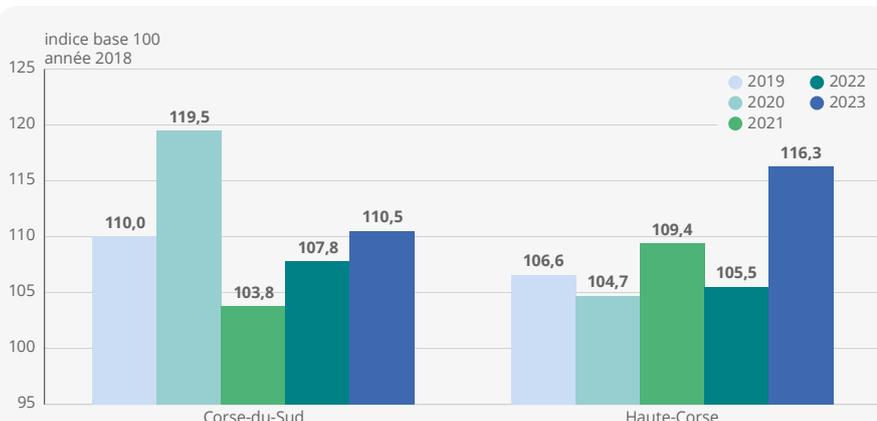
Note : Enquête début 2024 pour résultat 2023 et prévisions 2024.
Source : Banque de France, les entreprises en Corse, Bilan 2023 - Prévisions 2024.

► 2. Évolution des crédits par type d'encours entre 2022 et 2023



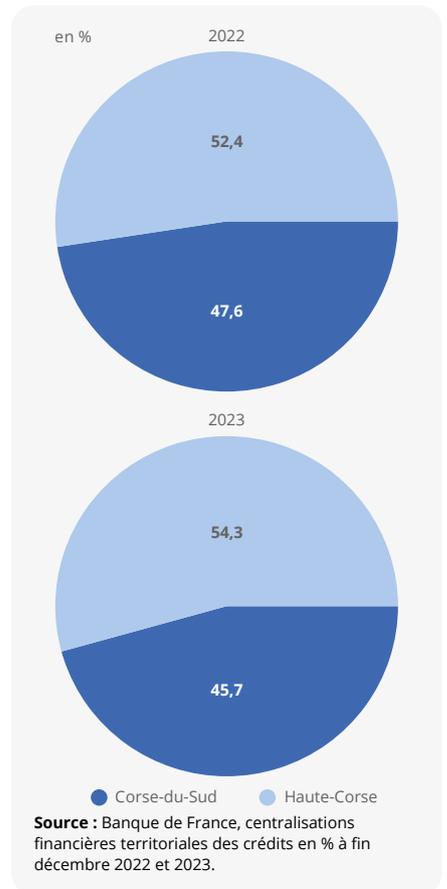
Source : Données Banque de France.

► 3. Évolutions départementales des encours de crédits de 2019 à 2023



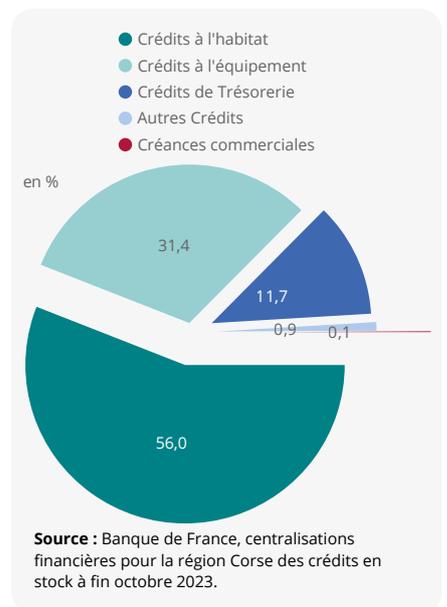
Source : Banque de France, centralisations financières territoriales des crédits à fin décembre 2019, 2020, 2021, 2022 et fin octobre 2023 (Indice base 100 année 2018).

► 4. Répartition départementale des encours des crédits en 2021 et 2022



Source : Banque de France, centralisations financières territoriales des crédits en % à fin décembre 2022 et 2023.

► 5. Répartition des crédits par type d'encours à fin octobre 2023



Source : Banque de France, centralisations financières pour la région Corse des crédits en stock à fin octobre 2023.

► Pour en savoir plus

- « Les entreprises en région Corse : Bilan 2023 et perspectives 2024 », Banque de France.
- « Un panorama complet sur le crédit », Banque de France.